

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ÉTAT CHARGES
DE LA GESTION DU FONDS EUROPEEN AGRICOLE POUR LE
DEVELOPPEMENT RURAL POUR LA PERIODE 2014-2020**

Entre nous :

M..., représentant de l'Etat dans la région de... , agissant au nom de l'Etat, d'une part,

M..., président du conseil régional / président du conseil général de la Réunion d'autre part,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le décret n°...du ... relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020, pris en application de l'article 78 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Vu le décret n° ... du ... portant approbation de la convention type prévue par le II de l'article 81 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Vu la délibération du conseil régional / conseil général de la Réunion ... du... ;

Vu la demande du président du conseil régional / président du conseil général en date du... ;

Vu l'avis du comité technique *[paritaire, jusqu'au 31 décembre 2014]* de [service de l'Etat] en date du ...;

Vu l'avis du comité technique *[paritaire, jusqu'au 31 décembre 2014]* de la région / du conseil général de la Réunion en date du ... ;

Considérant le transfert à la région [ou au département d'outre-mer] de la gestion du **Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) pour la période 2014-2020, en qualité d'autorité de gestion**, en application du I de l'article 78 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Considérant l'attente de la publication [du ou des décrets de transfert de services ou parties de services prévus au IV de l'article 81 / du ou des arrêtés préfectoraux de transferts de services ou parties de services prévus au deuxième alinéa de l'article 83 en cas de transfert par étapes] de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

[Considérant que la convention peut adapter les clauses de la convention type en fonction de situations particulières]

Pour la préparation et l'exécution des délibérations de la région [ou du conseil général de la Réunion] et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine susvisé ;

Article 1^{er}

Le président du conseil régional [ou le président du conseil général] dispose, en tant que de besoin, des parties de services de [DRAAF, DAAF, SGAR], chargées du pilotage général de la programmation, du pilotage et de l'animation propres à des dispositifs d'aide précis [et - à adapter- du pilotage et de la gestion propres au(x) dispositif(x) ... (et ...) du **FEADER**. Ces

parties de services sont, conformément à l'article 81 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée, mises à sa disposition à titre gratuit et placées sous son autorité dans les conditions définies par la présente convention.

Article 2

Il est constaté que participent au pilotage général de la programmation, au pilotage et à l'animation propres à des dispositifs d'aide précis [et - à adapter- du pilotage et de la gestion propres au(x) dispositif(x) ... (et ...) du **FEADER** au sein de [DRAAF, DAAF, SGAR], à la date du 31 décembre 2013, ... emplois en équivalent temps plein, dont ... agents, répartis comme indiqué dans le tableau figurant en annexe à la présente convention.

Article 3

... agents sont mis à disposition à titre individuel et à titre gratuit du [président du conseil régional ; du président du conseil général de la Réunion], selon les modalités suivantes :

- ... agents [donner le même niveau de précision que dans le tableau figurant en annexe] chargés des **missions de [à préciser]** sont mis à disposition du [président du conseil régional ou du président du conseil général de la Réunion] à compter du ...[ou de la date de signature de la présente convention].
- ... agents [donner le même niveau de précision que dans le tableau figurant en annexe] chargés de **missions de [à préciser]** sont mis à disposition du [président du conseil régional ou du président du conseil général de la Réunion] à compter du ...[ou de la date de signature de la présente convention].

[Le cas échéant, ajouter des étapes supplémentaires]

Article 4

Les parties de services du [mentionner la structure] mises à la disposition du président du conseil régional [ou le président du conseil général] demeurent chargées sous l'autorité du [mentionner l'autorité compétente] de la gestion des programmes européens en cours avant la période 2014-2020 jusqu'à leur clôture. ».

[Cette disposition s'applique dans le cas où des agents mis à disposition d'une collectivité pour la gestion des fonds européens 2014-2020 continuent à gérer à l'Etat les opérations de clôture des fonds européens pour la période 2007-2013]

Article 5

Une évaluation conjointe de la mise en œuvre de la présente convention sera réalisée dans un délai de X mois à compter de sa signature.

Article 6

Pour l'application de l'article 80 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée, l'état des emplois pourvus au 31 décembre 2012 qui participaient à l'exercice de l'autorité de gestion du FEADER au sein de [DRAAF, DAAF, SGAR] figure dans le tableau annexé à la présente convention.

Fait à ..., le ...

Le préfet

Le président du conseil régional / le président du conseil général